

# LES ANNÉES NOIRES DE LA “SCIENCE DE L’HOMME”: FRANÇOIS PERROUX, LA FONDATION CARREL ET L’APPROPRIATION DE LA SOCIOLOGIE

*Documents de travail GREDEG*  
*GREDEG Working Papers Series*

NICOLAS BRISSET  
RAPHAËL FÈVRE  
TOM JUILLE

**GREDEG WP No. 2019-16**

<https://ideas.repec.org/s/gre/wpaper.html>

Les opinions exprimées dans la série des **Documents de travail GREDEG** sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'institution. Les documents n'ont pas été soumis à un rapport formel et sont donc inclus dans cette série pour obtenir des commentaires et encourager la discussion. Les droits sur les documents appartiennent aux auteurs.

*The views expressed in the GREDEG Working Paper Series are those of the author(s) and do not necessarily reflect those of the institution. The Working Papers have not undergone formal review and approval. Such papers are included in this series to elicit feedback and to encourage debate. Copyright belongs to the author(s).*

# Les années noires de la “Science de l’Homme”

François Perroux, la Fondation Carrel  
et l’appropriation de la sociologie

Nicolas Brisset

*Université Côte d’Azur, CNRS, GREDEG, France*

Raphaël Fèvre

*University of Cambridge, POLIS, UK*

Tom Juille

*Université Côte d’Azur, CNRS, GREDEG, France*

*GREDEG Working Paper No. 2019-16*

**Résumé** : le présent article étudie l’inscription du régime de Vichy dans l’histoire de la mise en forme et de l’institutionnalisation des sciences sociales autour d’une « science de l’Homme ». Le modèle d’une science sociale unifiée est en particulier porté par la Fondation française pour l’étude des problèmes humains et son secrétaire générale, François Perroux. Cette institution, financée directement et de manière substantielle par le Régime, s’inscrit non seulement dans l’histoire longue de l’émergence des sciences sociales en France<sup>1</sup>, mais constitue également une rupture importante dans ce processus. L’article montrera qu’un point de vue particulier relatif à l’organisation et au contenu des sciences sociales va s’y imposer par effet d’homogénéisation du champ scientifique.

**Mots clefs** : Fondation Carrel, régime de Vichy, François Perroux.

**Codes JEL** : B29, B30

---

<sup>1</sup> Évoquant l’introduction des sciences sociales dans les facultés d’État, Weisz (1979) fournit la datation suivante : la première discipline à être introduite est la géographie, notamment suite à la guerre contre l’Allemagne (1870). Vient ensuite le tour de la pédagogie (1882), de l’histoire (entre 1884 et 1887). L’économie est, elle, d’abord introduite dans des institutions extra-universitaire dès la Monarchie de Juillet (Conservatoire des arts et métiers, Polytechnique, les Mines ou le Collège de France), avant de faire son entrée dans les facultés de droit en 1860 (Le Van-Lemesle, 2004).

Toute étude consacrée au régime de Vichy se confronte au dilemme opposant continuité et rupture. L'historiographie de la continuité tend à rompre avec l'idée selon laquelle Vichy aurait été « un accident de parcours, une sorte de maladie passagère, un accès de fièvre momentané » (Sternhell, 2012 : 12) ; ceci afin de révéler une dynamique préexistante à l'invasion allemande expliquant certaines caractéristiques de l'État français. Une vision exclusivement continuiste risque néanmoins de masquer les particularités du régime. C'est précisément une voie médiane qu'emprunte Francine Muel-Dreyfus dans *Vichy et l'éternel féminin* (1996). Si, d'une part, Muel-Dreyfus note que la Révolution nationale a constitué l'aboutissement d'un processus de montée en puissance de la droite autoritaire et des fascismes français<sup>2</sup>, de l'autre, elle souligne une rupture forte liée aux « effets spécifiques de l'unanimité qui opère un refoulement des controverses et des débats au profit d'un seul son de cloche » (1996 : 95). Il ne s'agit pas de gommer les désaccords internes au Régime. L'historiographie moderne fait valoir l'existence de différentes tendances s'affrontant, que ce soit en termes d'idéologie (Paxton, 1973), de politique de l'éducation (Muel-Dreyfus, 1996) ou de politique économique (Le Crom, 1995). Reste que ces débats prennent désormais place à l'ombre de l'État français, et sont formulés dans des termes relativement pacifiés de certains antagonismes. C'est ce que montre bien Robert Paxton lorsque, contre la thèse des « deux Vichy » opposant « bon » et « mauvais », il montre que cette pluralité (indiquée par le sous-titre anglais de son maître ouvrage, *Old Guard and New Order*) n'en est pas moins vectrice d'unité. Cette unité, c'est celle du champ idéologique qui se construit autour d'un socle et de critères communs. De sorte que la contradiction a lieu entre des groupes qui ont vu être éliminés les ennemis communs (en particulier républicains, socialistes, libéraux et marxistes), et affirment<sup>3</sup> partager de nombreux traits : anti-républicanisme, nationalisme, anti-matérialisme, traditionalisme, tenants d'une « troisième voie ». Pour le dire autrement, la structure du champ idéologique se trouve amputée d'une partie des positions qui le constituait, et les règles de valorisation subissent un revirement – vecteur d'unanimité. Il importe donc de comprendre les luttes pour la construction du champ social et de l'identité des protagonistes de ce dernier avant guerre, et la manière dont Vichy bouleverse cette construction (Dobry, 2003 ; Kestel, 2012).

En suivant cette méthode, le présent article étudie l'inscription du régime de Vichy dans l'histoire de la mise en forme et de l'institutionnalisation des sciences sociales autour d'une « science de l'Homme ». Le modèle d'une science sociale unifiée est en particulier porté par la

---

<sup>2</sup> On peut également, comme Noiriel (1999), indiquer au contraire l'emprunte des questions républicaines sur la politique et l'idéologie de l'État français.

<sup>3</sup> Il est important de séparer la question de la posture (ce qu'on affirme être, le label auquel on se rattache) des comportements effectifs. Par exemple, la caractéristique « anticapitaliste » revendiquée par Vichy a été largement remise en question par Liebmann (1964) et Lacroix-Riz (2008).

Fondation française pour l'étude des problèmes humains<sup>4</sup>, « Fondation Carrel » d'après le nom de son fondateur et régent Alexis Carrel. Cette institution, financée directement et de manière substantielle par le Régime, s'inscrit non seulement dans l'histoire longue de l'émergence des sciences sociales en France<sup>5</sup>, mais constitue également une rupture importante dans ce processus. L'article montrera qu'un point de vue particulier relatif à l'organisation et au contenu des sciences sociales va s'y imposer par effet d'homogénéisation du champ scientifique.

Au moins depuis l'après-Première Guerre mondiale, les milieux savants touchant aux sciences sociales sont animés par plusieurs problématiques transversales. La première a trait à leur rôle social : comment ces nouvelles disciplines (économie, sociologie, etc.) doivent-elles s'insérer dans le tissu social, en particulier dans le domaine de l'éducation et de la politique ? Une deuxième problématique pose la question de leur unification. Au moins depuis Auguste Comte, la volonté de mettre sur pied une discipline générale faisant la synthèse des différents savoirs sur la société est largement présente. Cette volonté s'accélère dans les années 1920. Enfin troisièmement, la problématique de l'institutionnalisation des sciences sociales est posée. Les années 1920 sont marquées par la volonté d'unifier institutionnellement les sciences sociales, lesquelles sont encore partagées entre différentes facultés (Weisz, 1979), dans une direction « pratique ». Cette volonté née notamment sous l'impulsion d'institutions internationales de financement telle la Fondation Rockefeller, qui promet un « projet global visant à l'élaboration d'une science totale de l'Homme » (Tournès, 2011 : 144).

Ces trois problématiques marquent une lutte pour l'imposition d'une représentation légitime des sciences sociales. L'arrivée du Régime de Vichy marque une épuration des termes du débat, dans la mesure où certaines positions, et leurs défenseurs, sont purement et simplement évacuées. On pense particulièrement à la frange de la sociologie se revendiquant du durkheimisme. Muel-Dreyfus (2004) a montré qu'en matière d'éducation et de représentation des rôles sociaux, le Régime de Vichy mettait en avant le durkheimisme comme une des causes de la décadence de la nation ayant mené à la défaite militaire. Ce rejet joue un rôle important dans l'organisation des sciences sociales en France entre 1940 et 1944 (et qui aura des conséquences bien au-delà de cette période). C'est précisément ce processus que nous entendons étudier dans le cadre de cet article.

---

<sup>4</sup> La fondation est créée par la loi du 17 novembre 1941. Bénéficiant d'un budget équivalent à celui du CNRS, cette institution regroupe biologiste, médecin, psychologue, économiste, sociologue et démographe. Alexis Carrel est nommé régent, et est initialement, secondé par André Gros et André Missenard. Dissoute à la fin de la guerre, ses objets de recherches et un certain nombre de chercheurs perdurent dans de nouvelles institutions tel que l'INED, l'INSERM ou l'ISEA.

<sup>5</sup> Évoquant l'introduction des sciences sociales dans les facultés d'État, Weisz (1979) fournit la datation suivante : la première discipline à être introduite est la géographie, notamment suite à la guerre contre l'Allemagne (1870). Vient ensuite le tour de la pédagogie (1882), de l'histoire (entre 1884 et 1887). L'économie est, elle, d'abord introduite dans des institutions extra-universitaires dès la Monarchie de Juillet (Conservatoire des arts et métiers, Polytechnique, les Mines ou le Collège de France), avant de faire son entrée dans les facultés de droit en 1860 (Le Van-Lemesle, 2004).

Pour ce faire, nous suivrons la trajectoire de François Perroux, secrétaire générale de la Fondation Carrel de septembre 1942 à décembre 1943, et figure centrale du monde intellectuel de Vichy (Denord et Rosental, 2013 ; Cohen, 2012 ; Brisset et Fèvre, 2018 et 2019). Il participe de la promotion d'une alliance entre traditionalisme et certains pans des sciences les plus « modernes » de l'époque. D'autant que cette alliance aux bénéfices mutuels est initialement suffisamment souple pour accueillir certaines franges plus libérales, comme le personnalisme (cf. I.2). Il s'agit de mettre l'expertise « scientifique » au service de l'ordre moral, et réciproquement. Cet agencement entre science et traditionalisme se construit à partir de l'élimination des alternatives d'avant-guerre, notamment celle proposée par les milieux durkheimiens, et est constitutif d'une véritable communauté d'intérêts dont la fondation Carrel est un lieu d'expression privilégié.

Nous aborderons le positionnement de Perroux dans le cadre des problématiques citées plus haut contre le durkheimisme, que ce soit dans ses écrits, ou dans sa manière d'organiser et de penser la fondation Carrel. En effet, en plus d'apporter un soutien intellectuel au régime (nous y reviendrons), la fondation Carrel est également une occasion pour le développement d'études économiques et sociologiques ayant des difficultés à éclore avant l'étrange défaite. Cette éclosion repose, comme nous l'avons dit, sur un intérêt croisé entre les traditionalistes (qui appuient leur discours par la science de l'homme) et certains intellectuels (qui profitent de cet appui pour se positionner dans les champs académique et scientifique). Si ces intérêts croisés existent, c'est également parce que les systèmes de pensée en question ont des affinités électives, et sont amenés à se construire comme tel. Le cas de François Perroux est sur ce point remarquable : chrétien affirmé, situé à droite des milieux personnalistes<sup>6</sup>, fasciné (de manière critique) par les fascismes européens (Brisset et Fèvre, 2019), la période d'occupation sera à la fois l'occasion d'une prise de position au sein de l'organisation des sciences sociales, d'un durcissement de son discours politique et d'un soutien au nouveau régime.

## I. François Perroux et la sociologie durkheimienne

Perroux s'inscrit dans une critique du durkheimisme assez classique de la part des milieux conservateurs de la première moitié du XXe siècle. Une critique qui a pris une ampleur particulière en matière d'éducation et de religion où l'application du positivisme durkheimien est perçu comme une attaque en règle de deux grandes communautés, considérées comme deux fondements de la vie sociale : la religion et la famille. Cette menace est incarnée à la fois par le

---

<sup>6</sup> Michel Winock (1996 : 154) indique que François Perroux était « plus ou moins » suspecté de fascisme au sein de la revue *Esprit*.

fameux cours de « Sociologie appliquée à la morale et à l'enseignement », introduit depuis 1920 dans les écoles normales primaires, et par la soi-disant toute-puissance accordée à l'école laïc en face de la famille. L'argument de la trahison des communautés naturelles (famille, travail, nation) par des organisations artificiellement construites sous la III<sup>e</sup> République est un classique du corporatisme traditionaliste des années 1930-1940, dont Perroux est un représentant important. De manière générale est fustigée toute idée de détermination sociale (fruit du travail sociologique), au profit d'une naturalisation (un terme qu'il faudra préciser) des communautés. Ainsi peut-on lire sous la plume d'Antonin-Gilbert Sertillanges, proche du régime, en 1944 :

Ah ! sociologues, sociologues, ou petits politiciens passionnés, que vous êtes donc légers de vouloir fonder la société sur autre chose que la nature laissée à sa consistance, formée de blocs bien cohérents et d'une taille précise, au lieu du torchis ou du pisé que représentent vos familles sans stabilité. (Sertillanges, 1941, dans Muel Dreyfus, 2004 : 70)

La suppression du cours de sociologie morale et de l'école normale secondaire au moment de la prise de pouvoir de Philippe Pétain est un coup de grâce pour la sociologie durkheimienne. Après le lourd tribut payé au moment de la Première Guerre mondiale, le régime de Vichy efface le durkheimisme déjà affaibli du paysage intellectuel français : les institutions sont disloquées, les lieux d'enseignements sont supprimés (à l'image de la chaire de sociologie en Sorbonne, supprimée le 29 août 1940, ou du Centre de documentation sociale, supprimé en septembre 1940), les grands durkheimiens disparaissent (Célestin Bouglé meurt en 1940, Marcel Mauss est démissionné du Collège de France suite à la directive concernant la « cessation des services juifs dans les universités », Maurice Halbwachs est déporté plus tardivement et meurt à Buchenwald<sup>7</sup>). Nous verrons plus en avant dans ce texte que cette décapitation n'est pas synonyme (loin de là) de fin de la sociologie comme discipline.

Perroux développe durant l'occupation une critique du durkheimisme en phase avec l'esprit anti-durkheimien du régime de Vichy. Notons que ces réflexions semblent absentes dans ses travaux d'avant-guerre. De fait, les textes relatifs à une « refondation » des sciences sociales (économie et sociologie en ce qui le concerne) datent principalement des années 1942 et 1943, durant lesquelles Perroux dirige la fondation Carrel. Peut-être est-il possible de voir dans cette critique tardive le fruit d'une rhétorique de circonstance, d'une stratégie de positionnement, consistant à accuser de tous les maux une discipline concurrente à plusieurs niveaux. La sociologie durkheimienne d'avant-guerre adopte en effet des stratégies de légitimation au sein de plusieurs champs (Karady, 1979). D'un point de vue institutionnel tout d'abord, elle tente à la fois

---

<sup>7</sup> Voir sur ces points Marcel (2001), Simon (2012), ou encore Polin (2012).

de conquérir des lieux d'enseignement (les facultés de lettre) et d'accéder aux instances académiques. D'un point de vue scientifique ensuite, la sociologie adopte une posture impérialiste (Steiner, 2005) en tentant de s'imposer comme la science des sciences, notamment par le biais d'une conquête des objets classiques des disciplines traditionnelles (par exemple, en transformant la philosophie morale en « morale pratique »). Elle tente également de s'imposer comme le carrefour théorique des nouvelles sciences sociales, et ainsi de les dominer : l'économie ou l'histoire seraient réduites à une branche de la sociologie (Leroux, 1998). D'un point de vue politique enfin, le durkheimisme est intimement lié à l'idéologie républicaine (Weisz, 1979) et se réclame d'un capitalisme réformé (Plouviez, 2013).

La science de l'Homme prônée au sein de la fondation Carrel et par son secrétaire général, François Perroux, prend également position sur chacun de ces champs. Il s'agit donc de décrédibiliser un ennemi « total »<sup>8</sup>. Les attaques de Perroux concernent explicitement la sociologie durkheimienne sur deux axes : son manque de neutralité et sa trahison des communautés organiques composant la Nation. Il faut ici rappeler que Perroux est le théoricien de la « Communauté de travail » (1938a), un concept central de la rhétorique du régime de Philippe Pétain, ce dont il se félicitera (Perroux, 1943a).

### I.1. La pensée de Durkheim n'est pas neutre.

Perroux reproche à Durkheim sont aveuglement vis-à-vis de la vérité première de la communauté humaine, à savoir la hiérarchie sociale fondatrice des contraintes nécessaires à l'épanouissement des communautés et des personnes. Selon Perroux, « on trouve chez l'auteur de la Division du Travail social plus que des traces d'une détestation foncière à l'endroit des hiérarchies et des contraintes concrètes, notamment dans nos sociétés modernes, des hiérarchies et des contraintes de l'Etat » (Perroux, 1942a : 97). Une sociologie qui souffrirait en définitive des mêmes tares que le régime qu'elle soutient. Ainsi, à propos de la fameuse classification des types de solidarités, Perroux affirme :

Du côté de la solidarité mécanique : les ombres. Du côté de la solidarité organique : les rayons. Rien de moins que la trinité républicaine, rien de moins que la liberté, l'égalité, la fraternité : voilà les prestiges dont Durkheim pare la solidarité organique par dissemblance. « L'idéal de la fraternité ne peut se réaliser que dans la mesure où la division sociale du travail progresse. » « Toute inégalité extérieure compromet la solidarité organique. » Il est clair que pour Durkheim les individus sont des coopérateurs dont la

---

<sup>8</sup> À l'image du marxisme, autre cible privilégiée de François Perroux.

diversité des fonctions ne saurait compromettre le libre épanouissement, alors que la discipline à base de contrainte le met en péril. (Perroux, 1942a : 97)

L'affaire est entendue pour Perroux, Durkheim, et ses disciples produisent une doctrine au service de la III<sup>e</sup> République, ils donnent « le *la* à l'orchestre intellectuel de la République » (Perroux, 1942a : 112). La preuve : Durkheim est membre de la Ligue des Droits de l'Homme, Mauss participe au mouvement coopérativiste et adhère au Parti ouvrier français. De plus, la doctrine sociologique ne doit d'avoir pu trouver son public qu'à des circonstances politiques dramatiques, à savoir celles de l'Affaire Dreyfus.<sup>9</sup> C'est uniquement à cette occasion que la sociologie doit son ascension, alors qu'elle avait reçu auparavant (toujours selon Perroux) un accueil plutôt glacial de la part des véritables penseurs :

À partir de l'Affaire, la sociologie Durkheim [sic] devint une colonne de la République. On entendit (1) M. Steeg, alors député, réciter, à la Tribune, la Division du Travail Social. Le cours de pédagogie de Durkheim en Sorbonne, occasion de diffuser la bonne parole sociologique, fut rendu obligatoire. Bien plus tard, M. Paul Lapie, directeur de l'Enseignement primaire et collaborateur de l'Année Sociologique, introduisit dans les Ecoles Normales d'Instituteurs des « notions de sociologie appliquée à la morale et à l'éducation ». La sociologie Durkheim, avec la métaphysique qui y était incluse, devint une des nombreuses machines de guerre du laïcisme et l'une des philosophies officielles du régime. Soumettre cette sociologie à une critique attentive, c'est en même temps *secouer un conformisme politique distillé insidieusement* et se libérer d'une vue lourdement simplificatrice et unilatérale de la vie sociale. (Perroux, 1942a : 118)

Le premier front ouvert par Perroux contre la sociologie durkheimienne est donc d'ordre politique, et parfaitement dans le sillage des critiques classiques de ce courant avant-guerre et au moment du régime de Vichy : non seulement les durkheimiens, sous couvert de positivisme, rompent avec la neutralité axiologique, mais qui plus est, cette rupture se fait au profit d'un régime politique vicié. D'après Perroux, la sociologie durkheimienne adopterait une attitude hypocrite dans la mesure où, « en 'réifiant' les réactions humaines et les groupements humains, [elle] prend d'emblée une position philosophique étrangère à la neutralité scientifique dont elle se targue, mais en revanche très propre à servir une certaine politique qui fut celle de la III<sup>e</sup> République » (Perroux, 1942a : 118)

Le discours relatif au manque de neutralité de la sociologie durkheimienne est ici intimement lié à la question de sa « validité », *i.e.* de son incapacité à dire le monde tel qu'il serait effectivement. C'est sur ce point que se joue la lutte pour la production d'une représentation

---

<sup>9</sup> L'opposition entre dreyfusards (promoteurs des valeurs fondamentales de fraternité, de justice et d'égalité des droits) et antidreyfusard (revendiquant la tradition, l'autorité et la primauté de l'intérêt national) sera un des éléments structurants du champ intellectuel français au moins jusqu'à la période de l'occupation (voir Drake, 2005 : 4-7).



dominante de la société. François Perroux n'a guère d'état d'âme à soutenir la politique du régime de Vichy. Il justifie néanmoins sa posture par le fait que sa théorie de la communauté rencontre les caractéristiques véritables et « naturelles » de la communauté française que ledit régime met au centre de sa politique. Là où le durkheimisme considérerait des faits sociaux « artificiels », Perroux entend expliciter la nature historique des sociétés humaines au moyen d'un ensemble de « mythes » fondateurs (Brisset et Fèvre, 2018). Une approche farouchement antirationaliste propre aux milieux non-conformistes qui, tout en s'élevant contre les grands systèmes intellectuels, prônent une approche métaphysique, spiritualiste, et anti-matérialiste du monde social. De sorte que personne ne pourrait saisir par la raison les vérités profondes des communautés humaines, à l'exception de leurs chefs, seuls capables d'incarner ces vérités et par là de guider les communautés.

## I.2. La sociologie trahit les communautés humaines

Perroux appuie sa critique politique sur des arguments d'ordre épistémologique. Il procède avec la sociologie durkheimienne comme avec le marxisme ou le libéralisme à d'autres endroits de son œuvre : en « montrant » qu'aucun de ces systèmes de pensée ne parvient à saisir les véritables fondements des communautés. En l'occurrence, Durkheim, en réduisant les faits sociaux à des choses s'imposant de l'extérieure aux individus, pêcherait d'une double manière : en refusant de considérer les fondements immanents des communautés (c'est-à-dire les personnes en tant que fondements et incarnations de celles-ci), ainsi qu'en réduisant les communautés à de simples agencements de règles. Selon la lecture que propose Perroux, Durkheim, en héritier de l'individualisme contractualiste des lumières (Perroux aborde notamment sa proximité avec Rousseau), ne considérerait la communauté qu'à travers une de ses manifestations objectives, à savoir l'appareil juridique (le droit répressif pour la solidarité mécanique, le droit restitutif pour la solidarité organique). Le « fait social » ne serait *in fine* que la manifestation de l'organisation juridique des communautés, et l'individu serait entièrement déterminé de l'extérieur par cette organisation, conscience collective abusivement réifiée (Perroux, 1942a : 113-4).

Le sociologue, décidé à traiter les faits sociaux comme des choses, à les appréhender de l'extérieur, ne rencontrera jamais que l'individu et le groupe. Il passera sans les voir à côté de la personne et du Nous. C'est dans un sens bien différent du nôtre qu'il dira : « Le Moi n'est que par le Nous » ou qu'il analysera le fait fondamental de la participation. (Perroux, 1941b : 11)

Or, la communauté composée de personnes n'est, d'après Perroux, pas réductible à son organisation juridique. L'affirmation d'une personne irréductible à ses droits est un marqueur de

la pensée personnaliste. Perroux participe d'ailleurs activement au mouvement d'Emmanuel Mounier, dont il est proche, et signera plusieurs articles dans la revue *Esprit* (Perroux, 1938b ; 1939a). Tout comme Perroux après lui, Mounier s'opposait radicalement à la Déclaration des droits de l'homme en tant qu'elle confondrait la personne et son enveloppe juridique : l'individu. Selon Mounier (1935 : 57), l'individu incarne par contraste « l'agressivité capricieuse ou hautaine dont je l'ai [ma personne] armée, la revendication érigée en mode essentiel de la conscience de soi, et la consécration juridique et métaphysique à la fois que lui ont donné, en Occident, La déclaration des droits de l'homme et le Code Napoléon ». La personne (par opposition à l'individu) est précisément le vecteur de la libération des déterminations sociales juridiques sacralisées par les sociologues<sup>10</sup>. Elle serait le moteur des révolutions, notamment de la révolution européenne à venir (Mounier, 1935). Chez Perroux, le passage de l'individu à la personne correspond à un passage d'une classe de déterminants sociaux (légalistes) à une autre (communautaires). Ce n'est pas la règle qui s'impose à l'individu, mais la communauté à la personne. En ce sens, Perroux est un penseur de l'ordre communautaire :

Nous ne choisissons ni notre sang, ni notre langue, ni la forme de notre esprit, ni les caractères fondamentaux de notre psychologie, ni notre famille, ni notre nation. Avant de nous déterminer et de nous fixer par des contrats volontaires, nous sommes stabilisés et fixés par des communautés. Elles sont le milieu nourricier et formateur (Perroux, 1942a : 68)

Cette affirmation semble *a priori* incohérente avec le type de condamnation que Perroux fait des « faits sociaux » durkheimiens. En réalité, on peut comprendre cette critique comme une lutte de classification à propos de ce qu'il convient d'objectiver dans l'analyse. Pour Perroux, la communauté historique transcende le social, et cette communauté repose sur des fondements biologiques, mystiques et économiques (au sens de l'activité de production des moyens de subsistance). De sorte qu'il souligne à plusieurs endroits la possibilité d'une incohérence entre la communauté (naturelle, fruit de l'histoire et de l'activité) et l'organisation formelle qui vient la réguler (ce sur quoi Durkheim fonderait les faits sociaux). Les syndicats, par exemple, sont incapables de représenter les aspirations des communautés dans la mesure où leur organisation repose sur une représentation erronée de celles-ci : la lutte des classes. Durkheim, qui (selon la lecture qu'en fait Perroux) considère que le droit est l'expression suprême des principes sociaux sous-jacents, trahirait les communautés d'une même manière. Perroux adopte une lecture très

---

<sup>10</sup> Le statut du droit a fait l'objet d'oppositions fortes entre sociologues et juristes (les sociologues étant majoritairement rattachés aux facultés de lettres). La sociologie durkheimienne a été contestée pour son relativisme juridique (Aron, 1937 : 38. Perroux, économiste titulaire d'une agrégation de Droit, poursuit cette critique en regrettant que la France, pays « tout entier dominé par l'école de Durkheim » n'ait pas reconnu le « génie » de certains juristes ayant développé leurs propres approches sociologiques. Il cite notamment Maurice Hauriou (1856-1929), qui fonde le droit sur l'existence d'une communauté humaine (Perroux, 1942d : 18).

juridique de Durkheim. Revenant sur l'approche durkheimienne de la famille, il avance que selon celle-ci, « [d]es cérémonies religieuses suffisent à faire entrer un homme dans la famille primitive, dont les limites coïncident avec le clan lui-même. D'où l'école de Durkheim tire la conclusion hâtive, et complètement infirmée aujourd'hui par l'ethnologie que la famille naît par contradiction et que le groupement politique est antérieur au groupement domestique ». (Perroux, 1942a : 17). Perroux renverse, lui, le lien entre politique et famille : la famille est l'unité de base du social, et non l'activité politique qui l'organise. Dans son article « Pour un renouvellement de l'économie et de la sociologie modernes » (Perroux, 1942c : 6), il affirme que la famille « a été trahie par une organisation associationniste ou contractuelle ou par l'emprise d'une organisation sociétaire et étatique qui ne répondait plus ni à sa nature, ni à son histoire ».

La Communauté est donc présentée comme l'expression naturelle de la rencontre des personnes, pour peu que l'organisation politique laisse cette réalité émerger. Emmanuel Mounier ne dit pas autre chose :

Si la communauté spirituelle dernière est le résultat de l'accomplissement des personnes singulières, il n'y a pas entre les deux termes, sur ce plan purement spirituel, de subordination dans un sens ou dans l'autre : la Communauté est la coordination naturelle des Personnes. (Mounier, 1935 : 105)

On touche peut-être ici à une différence conceptuelle de fond ayant des répercussions politiques assez claires : chez Durkheim, la conscience collective s'incarne dans les consciences individuelles à chaque fois de manière particulière :

Loin donc que l'idéal collectif que la religion exprime soit dû à je ne sais quel pouvoir inné de l'individu, c'est bien plutôt l'école de la vie collective que l'individu a appris à réaliser. C'est en assimilant les idéaux élaborés par la société qu'il est devenu capable de concevoir l'idéal. (...) Sans doute, en s'incarnant chez les individus, les idéaux collectifs tendent à s'individualiser. Chacun les entend à sa façon, les marque de son empreinte ; on en retranche des éléments, on en ajoute d'autres. L'idéal personnel se dégage ainsi de l'idéal social, à mesure que la personnalité individuelle se développe et devient une source autonome d'action. (Durkheim, 1912 : 604-605)

Cette autonomie d'action, source d'évolution sociale, n'est cependant pas synonyme d'autonomie individuelle. En effet, l'organisation sociale nécessite la reconnaissance d'une autorité du ou des groupes d'appartenance (Cohen, 2013 : 474), et *in fine* l'ascendance d'une morale sociale que les individus reconnaissent comme supérieure (Husser, 2013 : 20). Néanmoins, cette reconnaissance est chez Durkheim elle-même le fruit d'un processus social, alors que pour Perroux, c'est au Chef que la tâche revient de quérir l'esprit des communautés échappant aux êtres communs. C'est donc à lui et à lui seul de conduire le changement social. Les individus acceptent la hiérarchie communautaire en raison des capacités supérieures et

insondables des chefs. On assiste ici à une naturalisation de la hiérarchie sociale, qui reposait chez Durkheim sur un idéal conjointement construit<sup>11</sup>. Toute la critique perrouxienne de la sociologie durkheimienne débouche donc sur la défense d'une vision de la hiérarchie sociale fondant en science le pouvoir en place :

Le Maréchal Pétain, chef de l'État français, n'est pas un élu du peuple ; il est très hautement représentatif. (1942b : 16).

Pour Perroux, la sociologie durkheimienne est en définitive à la fois le reflet et le moteur de la crise du XX<sup>e</sup> siècle, liée à un libéralisme politique créateur d'institution inappropriée (famille, éducation, économie). Seul le véritable chef, assisté dans sa tâche par la figure de l'ingénieur (nous y reviendrons), peut saisir la communauté. On voit ici le mécanisme par lequel, partant d'une critique de la non-neutralité du durkheimisme, Perroux en vient à justifier un régime, le régime de Vichy, au nom de son fondement « naturel » et « communautaire ».

### I.3. D'un corporatisme l'autre : la guerre des troisièmes voies.

L'opposition de François Perroux à la sociologie durkheimienne, on l'a vu, participe de l'imposition d'une vision légitime du pouvoir. Durkheim serait en quelque sorte le chantre de la III<sup>e</sup> République et du libéralisme politique auquel s'oppose l'idéologie vichyssoise. Il ne faut néanmoins pas oublier que, comme Perroux, Durkheim et les durkheimiens participent au débat sur le corporatisme. Une part importante de l'histoire des troisièmes voies se concentre sur l'opposition entre planification et corporatisme (Brun, 1985 ; Le Crom, 1995 ; Loubet del Bayle, 2001), entre syndicalismes à tendance organisatrice (Amoyal, 1974) et traditionalisme antilibéral. Or, il est important de noter que Durkheim lui-même est porteur d'une proposition corporative que Talcott Parsons (1949) a été jusqu'à qualifier d'anticipation des états corporatistes fascistes.

Cette interprétation a notamment été contestée par Mélanie Plouviez (2013), qui dirige en 2013 un numéro spécial de la revue *Les Études Sociales* consacré aux corporations dans les sciences sociales entre 1850 et 1945. Un numéro dans lequel sont abordés les cas de Durkheim (Plouviez, 2013), Marcel Mauss (Steiner, 2013) et Maurice Halbwachs (Ditry, 2013). La proposition durkheimienne repose sur la mise en place de corporations nationales de métier alliant mixité et

---

<sup>11</sup> La possibilité d'un dialogue entre Perroux et Durkheim indique à la fois la continuité de la problématique nationale indiquée par Noiriel (1999), et la renversement de perspective : alors que chez Durkheim, et ceux dans la lignée de la loi du 26 juin 1889 relative à la citoyenneté, considère le droit comme un élément décisif de la solidarité sociale au dépend de l'affinité du sang, de l'attachement à un même sol, du culte des ancêtres ou de la communauté d'habitude (Durkheim, 1893 : 262), Perroux consacre la communauté au dépend des institutions. De sorte que l'autorité (dont Durkheim souligne la nécessité) change radicalement de fondement.

séparation entre employés et employeurs. Les dirigeants de chaque corporation seraient élus démocratiquement, la répartition des sièges entre capitalistes et travailleurs étant fixée par convention. L'objectif d'une telle organisation est d'encadrer le rapport de force *de facto* défavorable aux travailleurs. Les corporations auraient à leur charge la production de réglementations professionnelles (règlement d'atelier, code de déontologie, norme juridique de la profession), ainsi que la mise en place de solidarités professionnelles (caisses d'assistance, retraite, formation, activités culturelles). Elles seraient financées par les revenus issus de l'abolition pure et simple de l'héritage individuel, au profit de ce que Durkheim envisage comme un héritage professionnel.

Trois éléments opposent radicalement le corporatisme durkheimien et celui défendu par Perroux. Concernant la lutte des classes premièrement, Durkheim entend atténuer les rapports de force entre travail et capital, là où Perroux considère au contraire que ces rapports sont amenés à disparaître dans le cadre d'une organisation corporatiste. Politiquement ensuite, chez Durkheim la direction de la corporation est assurée par une représentation démocratique là où Perroux considère cette dernière comme une pure fiction (Perroux, 1939) : seul le chef accédant au pouvoir par sa capacité à saisir les besoins de la communauté de travail est légitime à diriger. Enfin la mise en cause de la propriété privée *via* l'abolition de l'héritage suggérée par Durkheim tranche nettement avec la volonté corporatiste perrouxienne de maintenir cette propriété tout en la séparant du pouvoir de décision (Sternhell, 2012 : 507).

Il est intéressant de constater que Perroux passe sous silence cette proposition corporatiste, alors qu'elle représente incontestablement une mise en question du libéralisme et de ses fondements. Perroux ne considère même pas l'alternative durkheimienne au sein de l'éventail des corporatismes, réduisant ce dernier à sa fraction ultra-traditionaliste, d'orientation fasciste :

Après les réalisations italiennes et allemandes, l'idée de l'organisation professionnelle et corporative eut un regain d'actualité, du moins chez ceux qui refusaient de s'enfermer dans des préjugés politiques. Elle se développa dans une branche du socialisme français, au sein du P.S.F. et du P.P.F. Elle continua d'animer les travaux du catholicisme social. Elle inspira d'intéressantes propositions de lois, telles que celles de MM. Xavier Vallat, et Le Cour Grandmaison, tendant à l'organisation de la profession et de la vie économique du pays. (Perroux, 1941a: 153-4)

Rappelons en effet que le Parti Social français (PSF) du Colonel La Rocque et le Parti Populaire français (PPF) de Jacques Doriot sont deux organisations régulièrement considérées comme fascistes<sup>12</sup>. Xavier Vallat, quant à lui, membre des Croix-de-Feu avant guerre, est un antisémite notable, nommé à la tête du Commissariat général aux questions juives en mars 1941.

---

<sup>12</sup> Sur le débat intense autour du statut de ces organisations, voir par exemple Jenkins (2003) et Kestel (2012).

Enfin, Jean Le Cour Grandmaison a été membre du Conseil national de Vichy, organe de défense de l'axe pétainiste du régime (Cointet-Labrousse, 1987 et 1989). Si Perroux est un connaisseur reconnu des régimes autoritaires européens avant-guerre, ces références aux ligues ainsi qu'à des personnalités fascistes apparaissent dans ses travaux uniquement dans les années 1940. Cette stratégie de construction identitaire (se positionner dans la lignée de) indique bien la nouvelle configuration des stratégies constitutives du champ politique français.

## II. Spiritualisme et expertise dans le cadre de la fondation Carrel : une des-durkheimisation ?

La section précédente a été consacrée à la critique adressée à la « sociologie Durkheim » par François Perroux. Cette critique a été mise en relation avec le positionnement politique (corporatiste) de Perroux avant et sous l'État français. Il n'est pas anodin de critiquer de manière assez violente le courant durkheimien alors même que celui-ci n'existe pour ainsi dire plus. Au-delà d'une discussion théorique, Perroux produit un discours de légitimation de ses propres analyses en attaquant ce qui est aux yeux de tous l'allié théorique de la république parlementaire, et dont le Front Populaire constituerait le parangon. Cette stratégie est d'autant plus payante pour Perroux que le champ politique est entièrement tourné en direction de ce consensus. Nous allons maintenant aborder la question de l'organisation des sciences sociales sous Vichy. À nouveau, nous constaterons que le Durkheimisme constitue un repoussoir, dans la mesure où la Fondation Carrel consacre la rencontre de deux types d'opposition à la sociologie durkheimienne : l'une traditionaliste, l'autre techno-scientifique.

Nous défendrons dans cette section la thèse selon laquelle le régime de Vichy, à travers la fondation Carrel, a constitué une opportunité pour l'épanouissement de tendances déjà largement présentes dans les années 1920-1930. Ces tendances se développent sur deux fronts. Premièrement, les années 1930 sont l'occasion d'une montée en puissance d'une demande de renouvellement des valeurs sociales jugées décadentes. Le mouvement non-conformiste (Loubet Del Bayle, 2001 ; Winock, 1996), qui s'exprime par le biais de plusieurs canaux (*Esprit*, L'ordre nouveau, Jeune droite, Action française) appelle en effet à une mise en question du capitalisme libéral, qu'il soit politique ou économique, synonyme de crise de la spiritualité et de dégradation de la personne humaine. Secondement, en lien avec la demande croissante d'organisation économique et sociale, nombreux sont les jeunes intellectuels techniciens (Brun, 1985) à réclamer que leur soit accordée une place à côté du pouvoir politique. La fondation Carrel constitue un lieu

de rencontre privilégié entre technocrates et traditionalistes. L'œuvre de son secrétaire général le plus important, François Perroux, illustre parfaitement ce mouvement.

## II.1. Vers une sociologie spiritualiste et appliquée

En travaillant à la formulation d'une « Science de l'Homme », Perroux entend développer le versant appliqué des sciences sociales, et ce en vue de réformer les sociétés libérales européennes, et en premier lieu la France. La définition du rôle social de l'ingénieur occupera une place centrale des travaux menés à la Fondation Carrel et au-delà (Perroux et Mainguy<sup>13</sup>, 1944). Pour ce faire, Perroux entend se déprendre des sciences sociales d'avant-guerre, et en particulier de la pensée durkheimienne qu'il traite comme un bloc homogène. Or, comme l'a montré Johan Heilbron (1985), il existe une ligne de fracture profonde au sein des sociologues de l'*Année sociologique*. Aussi les « enseignants » universitaires, tels Célestin Bouglé, Paul Fauconnet et Paul Lapic, s'inscrivent dans une tendance forte vers l'alliance du moralisme et de la technocratie (soit un modèle proche qui précède celui prôné par les traditionalistes comme Perroux). Ces sociologues se distinguent des « chercheurs », notamment Marcel Mauss, François Simiand et Maurice Halbwachs, qui représentent la véritable cible des critiques de Perroux.<sup>14</sup> Si se joue entre ces deux groupes une lutte pour l'imposition d'une lecture légitime de l'œuvre de Durkheim, on constate également une prise de distance vis-à-vis du travail de ce dernier de la part de sociologues gravitant autour du pôle « enseignant ». Le cas de Bouglé est sur ce point intéressant. Il fonde en 1920 le Centre de documentation sociale de l'École normale supérieure (supprimé en 1940 par le nouveau régime). Ce centre cristallise à la fois l'opposition relative à la méthode durkheimienne classique et un « appel aux sciences sociales, à leur collaboration ou à leur synthèse » similaire à ce que l'on trouve au sein du Centre d'étude des problèmes humains de Jean Coutrot (Drouard, 1992 : 136-7) prédécesseur et inspirateur d'Alexis Carrel et de sa fondation. Coutrot, polytechnicien, membre historique du groupe X-Crise, en appelle également à une unification des sciences autour de

---

<sup>13</sup>Yves Mainguy est un très proche collaborateur de Perroux et secrétaire adjoint de la Fondation.

<sup>14</sup>Ces deux groupes sont alors caractérisés par des différences en termes de positionnements politique d'une part, et théorique d'autre part. Politiquement, les chercheurs sont proches des milieux socialistes alors que les enseignants sont ancrés dans les cercles radicaux. Théoriquement, alors que les enseignants produisent une interprétation positiviste et antimétaphysique de Durkheim, les enseignants insistent quant à eux sur l'existence d'une philosophie morale anti-matérialiste et spiritualiste dans les travaux du « maître ». Ces deux différences mènent à des positions opposées, notamment en termes de politique de l'éducation. Les professeurs, dans un esprit année 1930 marqué, considèrent que l'humain doit être moralement reconstruit par le truchement d'une éducation laïc large, alors que les chercheurs sont en définitive assez critique vis-à-vis de l'introduction des cours de sociologies introduit dans les écoles normales primaires.

nouvelles méthodes appliquées. Ces centres participent de l'émergence d'une science sociale appliquée dont l'institutionnalisation attendra la période de l'occupation.

Le Centre de documentation sociale voit notamment graviter dans son orbite le jeune Jean Stoetzel, créateur bien connu de l'IFOP en 1938, futur membre de la Fondation Carrel. Le profil intellectuel de Jean Stoetzel est parfaitement symptomatique de l'alliance du spirituel et du technique. En effet, dans la lignée de Célestin Bouglé, il entend renouer avec le spiritualisme tout en travaillant à l'importation de nouvelles techniques d'analyse et d'organisation de la société (Stankiewicz, 2008). Stoetzel, proche des milieux personalistes et lecteur de Bergson<sup>15</sup> ainsi que de Le Bon, considère que la société, loin d'être un fait objectif s'imposant aux individus, est constituée d'un ensemble de personnes se donnant les unes aux autres dans le dépassement des intérêts individuels et des intérêts de classe. Lorsque ce don est réussi, les personnes échappent aux déterminismes mis en avant par les sociologues durkheimiens. C'est ainsi que la clef de compréhension des sociétés n'est pas le fait social, mais l'opinion des personnes : Stoetzel considère la psychologie sociale (par opposition à la sociologie holiste<sup>16</sup>) comme la seule méthode valable pour l'étude des sociétés, et les sondages comme une ressource analytique importante. Ces derniers ont pour Stoetzel une double utilité : d'une part, ils permettent de quitter la métaphysique durkheimienne des faits sociaux et d'entrer enfin dans la science en opérant à un tournant appliqué, comparable à celui qu'aurait pris la sociologie américaine (Blondiaux, 1998 : 313), d'autre part, ils participent du dépassement des apories de la démocratie en fournissant un outil à destination des dirigeants politiques. Un point de vue que partage Jean Coutrot, membre des amis de l'IFOP<sup>17</sup>.

Jean Stoetzel est assez représentatif d'un type de science sociale alliant renouvellement des outils théoriques et techniques avec une philosophie spiritualiste. Quatre noms illustrent parfaitement cette tendance : Jean Stoetzel, Jean Coutrot, Alexis Carrel et François Perroux. Ces auteurs se revendiquent de la même tradition : du côté des sciences sociales, Gabriel Tarde et Le Play jouent les rôles de « pères fondateurs » ; du côté du spiritualisme, le catholicisme social et la figure philosophique de Bergson sont largement convoqués. Le lien étroit entre une critique de la société libérale issue de la Révolution française et les lacunes des disciplines sociales des années 1930 est également un trait commun de ces auteurs. Ainsi, dans son *best-seller*, *L'Homme, cet*

---

<sup>15</sup> La pensée de Bergson est dans les années 1930 largement assimilée à l'anti-durkheimisme, dans la mesure où le « sociologisme » était jugé responsable de l'étouffement de la nouvelle forme de spiritualisme que représentait le philosophe (Aron, 1937).

<sup>16</sup> Une distinction entre sociologie et psychologie sociale souvent refusée par les durkheimiens (Aron, 1937 : 35).

<sup>17</sup> C'est Mainguy qui conseille à Perroux de contacter Stoetzel pour réfléchir au rôle social de l'ingénieur (Archives Perroux, 690PRX/290/8).



*inconnu*, Alexis Carrel affirme-t-il que « L'homme auquel s'appliquent les principes de la Révolution française est aussi irréel que celui qui, dans les visions de Marx ou de Lénine, construira la société du futur. Nous ne devons pas oublier que les lois des relations humaines sont encore inconnues. La sociologie et l'économie politique ne sont que des sciences conjecturales, des pseudo-sciences » (Carrel, 1935 : 73).

## II.2. Une lutte pour l'institutionnalisation des sciences sociales : quand Vichy tranche l'affaire

Les années 1930 représentent une période de luttes assez intenses qui accompagnent l'institutionnalisation des sciences sociales en France. Une dynamique qui regroupe plusieurs problématiques : le désir d'avoir une influence sur les décisions politiques en termes de contrôle social, de dominer le champ des sciences sociales, mais aussi de faire école. Cette lutte est particulièrement intense autour des sources de financements, notamment celles venant de l'étranger, et plus particulièrement des fondations philanthropiques américaines. La fondation Rockefeller est sur ce point très active, et les luttes ayant pour objectif de capter les fonds de celle-ci sont instructives de l'état du champ des sciences sociales en France (Tournès, 2011). Dès les années 1920, le *Laura Spelman Rockefeller Memorial*, qui constitue le pôle de développement des sciences sociales de la fondation Rockefeller, prend des contacts en Europe afin de financer les sciences sociales dans un sens particulier. Il s'agit d'abord de sortir celles-ci du labyrinthe spéculatif dans lequel elles se seraient perdues. La mise en place d'une science du social inductive et empirique doit, ensuite, se développer au sein d'un « projet global visant à l'élaboration d'une science totale de l'homme » (Tournès, 2011 : 144).

De nombreux chercheurs tenteront de capter la manne offerte par un financement de la fondation Rockefeller. Marcel Mauss (Institut d'ethnographie), Célestin Bouglé (Centre de documentation) et Charles Rist se montreront très actifs dans les candidatures<sup>18</sup>. Ces institutions sont marquées par les mêmes désirs de construire une science de l'homme unifiée : autour de l'ethnographie pour Mauss, de la sociologie empirique pour Bouglé, de l'économie pour Rist. L'arrivée au pouvoir du régime de Vichy va drastiquement simplifier le champ de lutte pour l'unification des sciences sociales, en confiant à Alexis Carrel les rênes de sa propre fondation. Celle-ci constitue la « première concrétisation institutionnelle de grande ampleur en France d'un

---

<sup>18</sup> Bouglé et Rist rencontreront un succès certain dans cette entreprise. Ainsi, Rist créera l'Institut Scientifique de Recherches Économiques et Sociales (ISRES) en 1933.

rêve de synthèse des sciences qui a agité l'entre-deux-guerres et fasciné de nombreux scientifiques » (Tournès, 2011 : 37).

Lauréat du prix Nobel de médecine en 1912, Carrel passe une grande partie de sa carrière à la *Rockefeller Institute for Medical Research*. C'est d'ailleurs aux États-Unis qu'il rédige un grand nombre de projets d'institutions consacrées à une « science de l'homme » (Drouard, 1992 : 79). Un parcours qui sera mis en avant sous l'occupation. Il sera ainsi affirmé que la Fondation Carrel est le « complément naturel des instituts scientifiques spécialisés, tels, par exemple, l'Institut Pasteur, l'Institut Rockefeller ou l'Institut Kauser-Wilhelm » (*Cahiers de la fondation française pour l'étude des problèmes humains*, 1943 : 8). La fondation est alors l'occasion de concrétiser ce qui avait été théorisé dans *L'homme, cet inconnu* : une science de l'homme venant centraliser, organiser, orienter les travaux des sciences spéciales que sont la physiologie, la psychologie, la sociologie, l'eugénisme, la pédagogie, la médecine, l'économie et l'histoire (Carrel, 1935 : 44 et 49)<sup>19</sup>.

La biologie tient alors le haut du pavé, puisque c'est sur elle que repose l'ensemble de l'édifice de la science de l'homme. C'est d'ailleurs par le biais de symptômes biologiques que Carrel constate la décadence des sociétés libérales et industrielles : baisse de la natalité, manque d'efficacité du mécanisme de sélection naturelle (Carrel, 1935 : 65), faiblesse croissante des corps et des caractères. La science de l'homme est alors conçue comme un remède où « la science nouvelle doit progresser, par un double effort d'analyse et de synthèse, vers une conception de l'homme à la fois assez complète et assez simple pour servir de base à notre action » (Carrel, 1935 : 91).

Dans ce cadre, l'économie et la sociologie ont un rôle à jouer, du moment qu'elles acceptent la place qui doit être la leur. De sorte qu'il incombe aux scientifiques de « reprendre la plupart des problèmes de la vie collective en fonction de l'individu et de l'espèce » (*Cahiers de la fondation française pour l'étude des problèmes humains*, 1943 : 14). C'est dans cette optique que François Perroux devient secrétaire général de la fondation, et prend la tête du Département VI de « socio-biologie » ; convaincu que « l'économie a dû être corrigée par la biologie, et la biologie par la science de l'homme » (Perroux, 1943g).

### III. Sciences de l'homme, adaptation de l'homme à l'industrie et obéissance à la contrainte

---

<sup>19</sup> Écarté de sa position à la Rockefeller en raison de son âge, Carrel, développe dès 1935 ces premières ambitions de centre de recherche interdisciplinaire.

Perroux envisage longuement le rôle sociale de la nouvelle « Science de l'homme ». Tout d'abord, il conçoit la formation d'une discipline économique prenant act des conclusions de cette dernière. C'est armée de cette nouvelle discipline que Perroux considère ensuite les apports de la science de l'homme à l'organisation sociale de la France. Ceci par le biais de deux ambitions : l'adaptation de l'humain à l'économie industrielle, mais également la réorganisation corporatiste de l'économie dans le sens d'une économie respectueuse de la personne humains. Ces deux tâches ne pourront être accomplies que par le truchement d'une catégorie particulière de personnes : les ingénieurs. Se décline dès lors une trame cohérente entre l'ambition scientifique de Perroux et ses vues relatives à une réorganisation de la société. Trame qu'on ne peut pas ne pas rapprocher du régime politique autoritaire faisant suite à l'armistice de juin 1940.

### III.1. Science de l'homme, science de l'économie : François Perroux et « l'économie de l'homme complet ».

Dans une série d'articles publiés dans le journal *Demain*, Perroux livre sa manière d'envisager la place de l'économie au sein de la science de l'homme<sup>20</sup>. *Demain* fût créé par Jean Fabrègue en 1942, avec le support financier de l'Office français d'information. Perroux et Carrel y publient régulièrement des articles défendant l'utilité sociale de la Fondation française pour l'Étude des Problèmes Humains. Perroux se voit également accordé un encadré régulier à partir du 28 novembre 1943 (Perroux, 1943b, d, e, f, g ; Perroux, 1944). Il entame cette série d'articles par une critique croisée de la « science économique », qui oublie l'« homme total » au profit de l'homme économique ; de François Simiand, qui ne parvient pas à dépasser les études statistiques ; et du marxisme, qui tente en vain de mettre en cause le capitalisme. Le véritable remède ne peut provenir que de la science de l'homme dans la version envisagée par Carrel, dont Perroux dresse un portrait élogieux :

Ce maître repousse avec force et décision toute synthèse de caractère philosophique. La science neuve qu'il annonce et dont il donne une sorte d'ébauche dans l'« Homme, cet inconnu » a l'ambition d'user seulement des concepts opérationnels et des procédés expérimentaux qui livrent une connaissance incontestable et communicable. L'originalité bouleversante de cette position est de proposer à l'homme comme objet de « connaissance scientifique » l'homme même dans sa totalité. (Perroux, 1943d)

Cette démarche repose sur l'hypothèse qu'« [I]l y a un ordre naturel de l'espèce humaine que la science permet de découvrir et contre lequel se sont insurgées les transformations que l'homme

---

<sup>20</sup> Ces articles se retrouvent en partie dans le petit livre *Science de l'homme et science économique* (Perroux, 1943c).

a imposées au milieu ». De sorte qu'il y a « un ordre selon la nature » et « un ordre contre la nature ». (Perroux, 1943d). L'objectif de Perroux est d'éclairer la science économique à la lumière de cette dichotomie. Il entend « réformer » la science économique en traitant notamment la question des « besoins » humains, lesquels sont considérés à tort comme donnés par les économistes (il évoque Rueff et Wicksell), alors même que :

Le fiévreux désire l'eau glacée qui le tuerait d'un coup ; le civilisé les drogues, les toxiques, qui le tuent ou l'amoindrissent peu à peu. [...] Des parents débordants de bon vouloir tuent les personnes confiées à leur garde et qu'ils voudraient sauver. Des ouvriers désirent devenir employés ou petits fonctionnaires et, en y tendant, desservent la collectivité et se causent à eux-mêmes le plus grand tort. (Perroux, 1943f)

Il est dès lors nécessaire de prendre en considération la contrainte et le contrôle comme moyens de canaliser et d'orienter les besoins ainsi que les aspirations individuelles. Une canalisation jusqu'ici impensable dans le cadre d'une science économie d'orientation libérale qui « fait un emploi sacrilège du mot liberté » (Perroux, 1943f). L'idée selon laquelle la liberté des régimes libéraux est une fausse liberté, responsable de la décadence des nations européennes, est largement développée dans les conférences prononcées Perroux sous l'État français. Ainsi peut-on lire dans la retranscription d'une conférence donnée au Centre d'études du service général de contrôle économique datant du 3 mai 1943 :

Or, ce n'est pas la faute des anti-démocrates, ~~des anti-républicains~~, des antilibéraux si la liberté des régimes dits 'de liberté' est une ~~très~~ triste chose. C'est à elle que l'on doit la misère des masses prolétariées (sic). C'est elle qui est très largement responsable du fléchissement biologique et mental des Français et, plus largement, des ~~régimes~~ peuples occidentaux. (Perroux, 1943a).

Il est pour Perroux grand temps d'instaurer un contrôle de l'économie et de la société afin de remédier à ce fléchissement. De manière générale, c'est la notion de « besoin » qui adosse l'économie et les autres sciences sociales à la biologie :

[U]ne réaction mondiale se dessine. La biologie fait irruption dans la politique de plusieurs grands États. L'économie du profit recule au bénéfice de l'économie des besoins objectivement appréciés. [...] Les pouvoirs publics prennent souci de l'enfant, de la mère, de la jeunesse, décident de protéger le patrimoine biologique, le sang, la race et de réaliser cette protection pour des masses par des moyens de masse. (Perroux, 1943g)

En outre, l'analyse perrouxienne correspond à une demande sociale créée par la situation de rationnement liée à l'économie de guerre et d'occupation. Dans ce contexte, la mesure des besoins est un enjeu politique concret tandis que l'expansion du pouvoir de contrôle autorise de nouvelle ambition tant d'un point de vue scientifique qu'opérationnelle.

### III.2. Comment adapter la personne au monde industriel : pour une politique du corps

[L]es dons de la technologie se sont abattus comme une pluie d'orage sur une société trop ignorante d'elle-même pour les employer sagement. (Carrel, 1935 : 39)

Introduisez l'homme dans le marché capitaliste et ce dernier vole en éclat. (Perroux, 1943c : 25)

Ces deux citations indiquent la double problématique dont la science de l'homme entend se saisir : d'une part, le capitalisme de marché hérité de la révolution industrielle a petit à petit détruit un environnement propice à l'épanouissement de la personne vers ce que Perroux nomme « l'homme complet », à savoir « tout homme, qui accomplit toutes ses fonctions essentielles, qui est un animal robuste et équilibré, et qui participe aussi à l'ascension de l'esprit » (Perroux, 1943c : 30). D'autre part, l'« homme » issu de ce système est de plus en plus faible, de plus en plus « délicat » (Carrel, 1935 : 161), bref, de moins en moins adapté à ses nouvelles conditions de vie. Perroux analysait en 1934 cette double dégradation comme un véritable « danger de mort » pour la France, notamment face au redressement de l'Allemagne (Perroux, 1934). Un danger provenant autant de l'organisation économique que politique (Perroux, 1939b).<sup>21</sup> De sorte qu'il faut à la fois changer les conditions humaines par la mise en place d'un système corporatiste respectueux des communautés « naturelles », et changer les personnes elles-mêmes.<sup>22</sup>

Dans un article publié en 1943, ayant pour titre « Pour une politique naturelle », Perroux affirme que « [l]a nation, comme communauté, a une base biologique et physique. Elle est un ensemble de corps qui peuvent être vigoureux ou faibles, nobles ou dégradés » (Perroux, 1943b : 30). Et d'ajouter que c'est cette réalité qui a été oubliée par le parlementarisme et a mené à une société embourgeoisée et peu vigoureuse. Cette sensibilité de Perroux à l'égard de la politique du corps n'est pas neuve, puisqu'en 1935 il consacre un texte élogieux (semble-t-il non publié) à un article de Thierry Maulnier paru dans *Nouvelles littéraires* et intitulé « Plaidoyer pour le corps ». Perroux fait sien le constat dressé par Maulnier qui, « en des lignes vigoureuses et pures a osé écrire ce que pensent tous ceux qui ont voyagé en Allemagne et en Italie : “Dans la voie de la régénération physique, la France compte parmi les moins avancés des peuples européens” » (Perroux, 1935 : 1). La proximité est ici forte avec le projet défendu par Jean Coutrot d'accélérer

---

<sup>21</sup>Le thème d'une critique de la modernité basée notamment sur le poids croissant que fait peser le progrès technique sur l'existence humaine traverse tout un pan de la littérature européenne de l'entre-deux-guerres. *Le Déclin de l'Occident (Der Untergang des Abendlandes)* publié par Oswald Spengler aux sortir de la première Guerre Mondiale est l'une des contributions paradigmatiques de cette littérature (Spengler, 1959).

l'espèce « vers des types humains aussi supérieurs à nous que nous le sommes nous-même aux hommes de [...] Néandertal » (cité dans Margairaz, 1991 : 106). Un projet qui annonce la création du Centre d'études des problèmes humains en 1937. Notons qu'à la même époque, Carrel envisage déjà la mise en place d'une « institution destinée à améliorer l'esprit des hommes civilisés » (Drouard, 1992 : 291)

Le contrôle des corps doit passer, par exemple, par la mise en place d'une médecine du travail, œuvre de l'État français défendue par les membres de la Fondation Carrel. Ainsi, les docteurs Gros et Nouaille (1942), dans un texte publié dans les *Cahiers d'études communautaires* dirigés par Perroux, affirment d'une part qu'il est essentiel de trouver à chaque ouvrier « la place qu'il doit occuper » par le biais de « l'exclusion et du reclassement », d'autre part que « c'est une des tâches essentielles du médecin d'usine que cette adaptation de l'homme au travail qu'il a à accomplir » en équilibrant « les possibilités physiques et psychiques de l'ouvrier » (1942 : 98).

Si Perroux partage le constat d'une dégénérescence des corps et des âmes, il n'ira jamais dans ses écrits, à notre connaissance, aussi loin que Carrel sur la question de l'eugénisme<sup>23</sup>. Signalons que les relations entre Carrel et Perroux sont d'ailleurs loin d'être harmonieuses. En effet, d'une part, la correspondance entre les deux (celle conservée aux archives Perroux, IMEC), indique que leurs relations se dégradent rapidement, Perroux reprochant à Carrel à la fois son éloignement et son ingérence dans les affaires administratives de la Fondation<sup>24</sup>. D'autre part, la communauté d'intérêts que constitue la Fondation Carrel est également le lieu d'une lutte pour la manière d'opérer la synthèse entre tradition et science moderne, qui débouchera, qui déboucher sur le départ de Perroux. On trouve à la fin de son petit livre *Science de l'Homme et science économique* le texte suivant, collé au dos de la couverture :

Je dois appeler l'attention du lecteur que la portée inexacte que j'accordais avec une bonne foi un peu naïve, à l'époque où fût prononcée cette conférence, aux énoncés de M. Carrel. N'étant pas formé aux disciplines biologiques et trompés par des affirmations massives et indémontrées faites au nom de la Science, j'avais accordé à « l'Homme, cet inconnu » un crédit que les spécialistes jugent sévèrement. Il me faut donc, à mon grand regret, prévenir le public non initié contre une erreur dont le fus, un temps, la victime, et n'entends plus être le propagandiste. L'idée et les destinées de la Science de l'Homme ne sont heureusement pas liées à certaines de leurs interprétations. (Perroux, 1943c)

---

<sup>23</sup>Rappelons que le personnage d'Alexis Carrel a été au centre d'une polémique importante, suite à la publication de *L'Homme, cet inconnu ? Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz* (Bonafé et Tort, 1992), livre dans lequel les auteurs pointent du doigt la violence de l'eugénisme de Carrel, qui va jusqu'à réclamer un « établissement euthanasique pourvu de gaz appropriés ». Voir sur ce débat : Drouard (1992), Tort (1994), Ajzenberg (1994). Signalons également un débat relatif à l'eugénisme de Vichy, voir par exemple von Bueltzingsloewen (2009) et Ajzenberg et Castelli (2012) sur le cas de la psychiatrie, qui est à l'origine d'un très vif débat, qui a récemment pris un tournant juridique.

<sup>24</sup> Yves Mainguy, dans un courrier à Perroux, critique de manière virulente à Félix-André Missenard (690PRX/290/8°), un proche de Carrel et de ses positions eugénistes.

Par cet *addendum*, Perroux a jugé bon de se désolidariser de Carrel (alors très malade, il mourra en novembre 1944), pour des raisons à propos desquelles on ne peut que conjecturer. Perroux est écarté de la Fondation en décembre 1943, après avoir exigé de la part de Carrel un renouvellement de sa confiance. Il créera l'ISEA (Institut de science économique appliquée) ainsi que le groupe Renaître, qui deviendra dans les derniers mois de l'occupation le « Groupe de travail ». <sup>25</sup> La première institution sera promise à un avenir fleurissant, alors que la seconde périclité rapidement. On sait grâce à la correspondance de Perroux que le partage strict de ses activités entre économie (ISEA) et politique (Renaître, puis le Groupe de travail, qui restent dans la droite ligne des idées défendues par Perroux sous le régime de Vichy) lui a été conseillé par Yves Mainguy, notamment en raison du risque d'accusation de collaborationnisme. <sup>26</sup>

De même qu'on ne peut expliquer l'investissement de Perroux sous l'État français uniquement par une correspondance avec son idéologie personnelle, on ne peut interpréter son revirement vis-à-vis de Carrel comme un acte d'entrée en résistance intellectuelle.

### III.3. Comment adapter le monde industrielle à la personne : le rôle social de l'ingénieur

La dialectique négative entre développement technique des forces productives et perte de contrôle de l'humain sur lui-même est très présente avant-guerre. On la trouve chez Jean Coutrot, personnage admiré à la fois par Carrel et par Perroux (Perroux, 1943c : 12), et grand artisan de la promotion d'une science de l'Homme, ce qui le conduira notamment à pousser la création du CNRS en octobre 1939. Jean Coutrot est souvent considéré comme un des grands inspirateurs de la fondation régentée par Alexis Carrel, qu'il connaît par le biais de Missenard (Drouard, 1992 : 137). Une influence qui se fit *via* la création en 1937 du « Centre d'études des problèmes humaines » (1937-1941). Ce centre constitue un modèle de l'alliance entre traditionalisme et sciences sociales. Odile Henry (2004) a montré la manière dont Coutrot participait de la synthèse entre science et mystique retrouvée. Pour Coutrot, la science de l'homme est la pièce maîtresse sur laquelle doit s'élaborer la restauration d'un ordre moral dégénéré :

Le développement scientifique des derniers siècles a accru le pouvoir de l'homme sur la nature et parfois sur les autres hommes, mais a diminué son contrôle sur lui-même. C'est pourquoi la civilisation est aujourd'hui désaxée. Il faut rétablir l'équilibre en développant les sciences de l'homme. (Coutrot, *Plan du 9 juillet 1934, Réforme de la France proposée par le groupe du 9 juillet*, dans Henry, 2004 : 50)

---

<sup>25</sup> Perroux mentionne sa future création dans un courrier du 12 mars 1944 (690PRX/303/15).

<sup>26</sup> Courrier de Mainguy à Perroux (690PRX/302/30).

Une dégénérescence que l'on doit notamment à l'organisation rationnelle du travail non maîtrisée, héritée de la révolution industrielle, et dont le taylorisme constitue le parangon. L'adaptation de l'économie à l'humain est le fondement de ce que Coutrot nomme l'humanisme économique :

[L'humanisme économique] peut conduire à une mystique véritable fondée enfin sur des bases parfaitement sinon exclusivement rationnelles. (Coutrot, 1935, dans Henry, 2004 : 54)

C'est donc sur une révision rationnelle de l'organisation du travail que reposera l'adaptation de l'économie à l'humain. Dans cette optique, l'ingénieur, le technicien a un rôle majeur dans la nouvelle organisation sociale. Perroux et Coutrot sont en phase sur ce point, ainsi que sur l'idée selon laquelle l'ingénieur ne pourra néanmoins assumer ce rôle que s'il est émancipé du système représentatif parlementaire. Avant-guerre, Coutrot envisage avec Stoetzel (Blondiaux, 1998) de substituer le parlementarisme par un système politique fondé sur la science de l'opinion. Pour Perroux et Mainguy, « aux représentants fabriqués par un suffrage truqué et dirigé s'opposent les élites réelles des divers milieux professionnels et fonctionnels » (Perroux et Mainguy, 1944 : 8). C'est à cette condition que l'ingénieur sera en mesure d'exercer son « rôle de conseils à côté d'un pouvoir politique renforcé » (Perroux et Mainguy, 1944 : 8). La volonté de faire reposer la décision politique sur un socle de connaissances scientifiquement fondé apparaît à plusieurs reprises dans l'œuvre du Perroux d'avant 1945. Ce dernier considère que le chef doit asseoir ses décisions sur des conseillers, un des malheurs des régimes parlementaires étant d'avoir trop souvent confondu ces deux fonctions. Cette séparation est décrite dans une série d'ouvrage coécrit avec Yves Urvoy<sup>27</sup> (1943b : 135), notamment avec la représentation suivante d'un État bicéphale :



<sup>27</sup> Yves Urvoy dirigea l'Institut national de formation légionnaire de janvier à mai 1942. Proche de Perroux, il dirigea avec celui-ci la collection *Renaître* dans laquelle ils publièrent une série d'ouvrage avant la fin de la guerre.



Dans ses cours de 1943 relatifs à la législation du travail sous Vichy, Perroux (1943h) accuse le libéralisme politique de la III<sup>e</sup> République de diffuser à la fois l'agnosticisme moral et « l'idée qu'il n'y a point de vérité ». Or, il existe bien des vérités techniques et biologiques premières, que le politique ne saurait nier. Néanmoins, le véritable chef politique, lui, n'est pas un homme de fait, il est un homme d'action. Un homme (puisqu'il ne saurait être une femme) qui ressent la communauté plus qu'il ne la comprend rationnellement. Dans une conférence donnée le 18 janvier 1943 devant le Syndicat professionnel des ingénieurs diplômés (archives Perroux, 377.PRX 95.05), Perroux caractérise l'ingénieur comme un intermédiaire social entre le chef « créateur d'avenir » (de la nation ou de l'entreprise), et le peuple (ou l'ouvrier). Cette vision est également présente chez Carrel, qui souligne que « tous les grands hommes sont dotés d'intuition. Ils savent sans raisonnement, sans analyse, ce qu'il leur importe de savoir » (Carrel, 1935 : 170). Le rôle de l'ingénieur est de faire le lien entre les élites et les masses.

Mais pour que cette hiérarchie bicéphale se mette en place, l'alliance du chef ressentant la communauté restaurée et de l'ingénieur capable d'en proposer une organisation harmonieuse, il faut que les membres de cette communauté acceptent de se soumettre à une hiérarchie naturelle et communautaire. C'est sur cette conception d'un ordre fondé en nature que repose l'alliance du traditionalisme et du technicisme.

Un conservatisme politique et social est installé dans le corps français (...). *Ce que les Français appellent la liberté n'est pas la participation, mais la résistance au pouvoir* qui pour ces cœurs débiles est toujours : oppression. Contre cette médiocrité, cet aveulissement, nous avons à nous rappeler que le pouvoir avant d'être limité doit être établi. (Perroux & Urvoy, 1943 : 115)

Or, cette soumission ne pourra passer que par la délimitation adéquate des fonctions sociales de chaque personne. Cette adaptation était avant-guerre au cœur du projet d'Institut de psychologie appliquée (IPSA), projet impulsé par Coutrot, et dirigé par André Arthus :

Il est monstrueux que les mécanismes qui entrent en jeu au cours du développement de tout individu ne soient pas périodiquement contrôlés. [...] Mais comment faire admettre le principe du contrôle à des populations jalouses de leur liberté ? [...] Confions cette mission au corps médical ! L'idéal serait de constituer un centre d'expertise mobile [...]. Les éléments non sains seraient renvoyés vers un centre médical et relancés jusqu'à ce qu'ils consultent. [...] Le but [est] que cet examen périodique soit un jour rendu obligatoire [...] le livret de santé ne sera plus une simple fantaisie et sera réclamé à tout candidat à des postes officiels ou non. C'est un devoir envers les autres hommes et envers le pays que de devenir un être sain et normal, le fatalisme individuel est un crime non seulement contre soi mais contre tous. (Arthus, dans Henry, 2004 : 60)

La fondation Carrel hérite de cette optique, tant par le biais de son Régent, qui place au cœur de la science sociale la biologie, que par celui de son secrétaire général, qui accorde beaucoup d'importance à la fois à l'éducation du corps aux nouvelles conditions socioéconomiques et à la formation des élites technocratiques. Perroux participe activement aux différentes écoles de formation du régime. Il donne plusieurs conférences dans le cadre de l'École d'Uriage – ses ouvrages font partie du programme officiel (Cohen, 2012) –, de l'école des cadres du Mayet-de-Montagne (qui formait les futurs délégués à la propagande du régime<sup>28</sup>), de l'Institut d'orientation professionnelle (notamment dans la cadre de la formation des Assistantes sociales), de l'Institut national de formation légionnaire (créé par Yves Urvoy en janvier 1942). Ces institutions ont toutes en commun l'ambition aussi bien de former les esprits que les corps, ceci afin de s'éloigner du modèle de l'intellectuel inactif formé au sein de l'université, lieu que la propagande de Vichy rend responsable de la décadence française (Jennings, 2002). À l'intellectuel doit succéder l'ingénieur. La science de l'Homme, pour poursuivre sa fonction de régénération de la société, se doit donc d'être diffusée et enseignée, ce à quoi s'attèle activement François Perroux.

## Conclusion

L'objectif de ce texte a été de mettre à jour, en suivant notamment le parcours de François Perroux, les mécanismes de continuité et de rupture dans l'organisation des sciences sociales sous l'État français. Cette organisation se caractérise par l'amputation du champ intellectuel d'une partie des positions d'avant-guerre, provoquant un effet d'unanimité autour des objectifs d'une science de l'Homme servant de fondement idéologique au nouveau régime en place. Une restructuration permettant à certaines tendances moins considérées avant-guerre de s'installer durablement. L'alliance entre science et traditionalisme, dont on sait qu'elle est une des marques de fabrique du régime de Vichy, a été étudiée dans le cas spécifique du projet de constitution d'une la science de l'homme, porté par la fondation Carrel et son secrétaire général, François Perroux. On a pu constater que la dynamique disciplinaire était intimement liée à la dynamique idéologique et politique, de sorte que ce travail ouvre la voie à une meilleure compréhension des rapports entre sociologie et économie en France dans la période d'après-guerre.

---

<sup>28</sup>

Voir (Peschanski, 1988).

## Bibliographie

- Ajzenberg, Arman. (1994). L. Bonnafé & P. Tort, L'Homme, cet inconnu ? Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz. *L'Homme*, 34(131), 164–165.
- Ajzenberg, Armand, & Castelli, A. (2012). *L'abandon à la mort. de 76000 fous par le régime de Vichy suivi de Un hôpital psychiatrique sous Vichy (1940-1945)* (L'Harmattan). Paris.
- Amoyal, J. (1974). Les origines socialistes de la planification en France. *Le Mouvement Social*, 87(Apr-Jun), 137–169.
- Aron, R. (1937). La sociologie. In *Les sciences sociales en France. Enseignement et recherche* (pp. 13–48). Paris: Centre d'études de politiques étrangère.
- Barrès, M. (1925). *Pour une haute intelligence française*. Paris: Plon.
- Blondiaux, L. (1998). *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*. Paris: Seuil.
- Boltanski, L. (1982). *Les cadres. la formation d'un groupe social*. Paris: Minuit.
- Bonnafé, L., & Tort, P. (1992). *L'Homme, cet inconnu ? Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz*. Paris: Éditions Syllepse.
- Bouglé, C. (1923). Sur les rapports de la sociologie à la morale. *Revue Pédagogique*, 157–177.
- Branthôme, T. (2013). Introduction à l'historiographie des corporations : une hitoire polémique (1880-1945). *Les Études Sociales*, 157–158(1), 213–229.
- Brisset, N., & Fèvre, R. (2018). François Perroux, entre mystique et politique. GREDEG Working Paper. Retrieved from <http://www.gredeg.cnrs.fr/working-papers/GREDEG-WP-2018-04.pdf>
- Brisset, N., & Fèvre, R. (2019). François Perroux's Grand Tour of Fascist Europe. GREDEG Working Paper.
- Brun, G. (1985). *Technocrates et technocratie en France (1914-1945)*. Paris: Albatros.
- Cahiers de la fondation française pour l'étude des problèmes humains*. (1943). Paris: Press Universitaire de France.
- Carrel, A. (1935). *L'Homme, cet inconnu* (Plon). Paris: Plon.
- Chatriot, A. (2013). Un débat politique incertain : le corporatisme dans la France des années 1930. *Les Études Sociales*, 157–158(1), 231–244.
- Cohen, A. (2012). *De Vichy à la communauté européenne*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Cohen, Y. (2013). *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)* (Éditions Amsterdam). Paris.
- Cointer-Labrousse, M. (1987). *Vichy et le fascisme* (Éditions Complexe). Bruxelles.
- Cointer-Labrousse, M. (1989). *Le Conseil national de Vichy : vie politique et réforme de l'État en régime autoritaire, 1940-1944* (Éditions Libris). Paris.
- Denis, H. (1942). *Introduction aux problèmes économiques*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Denord, F., & Rosental, P.-A. (2013). Comment lier l'économique et la social ? *Gouvernement et Action Publique*, 2(2), 183–219.
- Ditry, C. (2013). Classe sociale contre groupement professionnel ? Le durkheimisme « scientifique » de Maurice Halbwachs. *Les Études Sociales*, 157–158(1), 123–143.
- Dobry, M. (2003a). La thèse immunitaire face aux fascismes : Pour une critique de la logique classificatoire. In *Le mythe de l'allergie française au fascisme* (Albin Michel, pp. 17–67). Paris: Michel Dobry.
- Dobry, M. (Ed.). (2003b). *Le mythe de l'allergie française au fascisme* (Albin Michel). Paris.
- Drake, David (2005). *French Intellectuals and Politics from the Dreyfus Affair to the Occupation*. Houndmills, etc.: Palgrave Macmillan.
- Drouard, A. (1992). *Une inconnue des sciences sociales la fondation Alexis Carrel 1941-1945*. Paris: Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Durkheim, É. (1893). *De la division du travail social*. Paris: Presses Universitaires de France.

- Durkheim, É. (1912). *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Gros, D., & Nouaille, D. (1942). Le médecin d'usine. *Cahiers d'études Communautaires*, IV, 97–100.
- Heilbron, J. (1985). Les métamorphoses du durkheimisme, 1920-1940. *Revue française de Sociologie*, 26(2), 203–237.
- Henry, O. (2004). De la sociologie comme technologie sociale. La contribution de Jean Coutrot, 1895-1941. *Actes de La Recherche En Sciences Sociales*, 153(3), 48–64.
- Husser, A.-C. (2013). L'autorité. *Le Télémaque*, 43(1), 15–30.
- Jenkins, B. (2003). L'Action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle. In *Le mythe de l'allergie française au fascisme* (Albin Michel, pp. 107–154). Paris: Michel Dobry.
- Jennings, É. (2002). Discours corporatiste, propagande nataliste, et contrôle social sous Vichy. *Revue d'histoire Moderne et Contemporaine*, 49(4), 101–131.
- Kalaora, B., & Savoye, A. (1985). La mutation du mouvement le playsien. *Revue française de Sociologie*, 26(2), 257–276.
- Karady, V. (1976). Durkheim, les sciences sociales et l'Université. *Revue française de Sociologie*, XVII(2), 267–311.
- Karady, V. (1979). Stratégies de réussite et modes de faire-valoir de la sociologie chez les durkheimiens. *Revue française de Sociologie*, 20(1), 49–82.
- Kestel, L. (2012). *La conversion politique : Doriot, le PPF et la question du fascisme français*. Paris: Raisons d'agir.
- Lacroix-Riz, A. (2008). *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*. Paris: Armand Colin.
- Le Crom, J.-P. (1995). *Syndicats nous voilà ! Vichy et le corporatisme*. Paris: Les éditions de l'atelier.
- Le Crom, J.-P. (2013). La défense du corporatisme intégral sous Vichy. Ses acteurs, leurs inspirations, leurs réalisations. *Les Études Sociales*, 157–158(1), 245–259.
- Le Van-Lemesle, L. (2004). *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique : 1815-1950*. Institut de la gestion publique et du développement économique, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.
- Leroux, R. (1998). *Histoire et sociologie en France*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Liebmann, L. (1964). Entre le mythe et la légende : “L'anticapitalisme” de Vichy. *Revue de l'Institut de Sociologie*, 37(1), 109–148.
- Loubet del Bayle, J.-L. (2001). *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française* (Seuil). Paris.
- Margairaz, M. (1991). Jean Coutrot 1936-1937 : le'État et l'organisation scientifique du travail. *Genèses*, 4, 95–114.
- Marcel, J.-C. (2001). *Le durkheimisme dans l'entre-deux-guerre* (Presses Universitaires de France). Paris.
- Mounier, E. (1935). *Révolution personaliste et communautaire* (Fernand Aubier, Éditions Montaigne). Paris.
- Muel-Dreyfus, F. (1996). *Vichy et l'éternel féminin*. Paris: Seuil.
- Muel-Dreyfus, F. (2004). La rééducation des la sociologie sous le régime de Vichy. *Actes de La Recherche En Sciences Sociales*, 153(3), 65–77.
- Noiriel, G. (1999). *Les origines républicaines de Vichy* (Fayard). Paris.
- Nord, P. (2016). *Le New Deal Français* (Perrin). Paris.
- Parsons, T. (1949). *The structure of social action. A study in social theory with special reference to a group of recent European writers*. New York and London: The Free Press-Collier Macmillan.
- Paxton, R. (1973). *La France de Vichy*. Paris: Seuil.
- Perroux, F. (1934). Attention danger de mort. Archives Perroux, IMEC, PRX 36.9.
- Perroux, F. (1935). Les droits du corps. Archives Perroux, IMEC, PRX 36.14.
- Perroux, F. (1938a). *Capitalisme et communauté de travail*. Paris: Librairie du Recueil Sirey.
- Perroux, F. (1938b). Limites et dépassement de la notion de classe. *Esprit*, 6(68), 161–180.
- Perroux, F. (1939a). La représentation comme fiction et comme nécessité. *Esprit*, 7(78), 789–809.

- Perroux, F. (1939b). Pour une révolution française du XXe siècle. *La Flèche*.
- Perroux, F. (1941a). La Charte du travail : son contenu et son esprit. In *L'économie sans abondance*. Paris: Cerf.
- Perroux, F. (1941b). Notre communauté. *Cahiers d'études Communautaires*, 1, 3–28.
- Perroux, F. (1942a). *Communauté*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Perroux, F. (1942b). Le problème français du prolétariat. *Idées*, 1(1), 13–19.
- Perroux, F. (1942c). Pour un renouvellement de l'économie et de la sociologie modernes. *Économie et Humanisme*, 1(1), 1–13.
- Perroux, F. (1942d). *Conférence de M. Perroux, Institut d'études corporatives et sociales*. 1–33. Retrieved from 377.PRX95.01.
- Perroux, F. (1943a). Monnaie et crédit dans une économie corporative et communautaire. Archives Perroux, IMEC, 690PRX/292/5
- Perroux, F. (1943b). Pour une politique naturelle. *Demain*, 91(Aout), 1.
- Perroux, F. (1943c). *Science de l'Homme et science économique* (Librairie de Médecis). Paris.
- Perroux, F. (1943d, November 28). Science de l'homme et science économique. *Demain*.
- Perroux, F. (1943e, December 5). Deux séries de curiosité. *Demain*.
- Perroux, F. (1943f, December 12). La science de l'homme et révolution économique. *Demain*.
- Perroux, F. (1943g, December 19). L'économie de l'homme complet. *Demain*.
- Perroux, F. (1943h). *Le sens du nouveau droit du travail. Droit du travail et Capitalisme* (Les éditions Dommat-Montchrestien). Paris.
- Perroux, F. (1944, April 30). La communauté de travail et son triple contenu. *Demain*.
- Perroux, F., & Mainguy, Y. (1944). Le rôle professionnel et politique de l'ingénieur. *Cahiers de Travaux*, 9–10, 3–9.
- Perroux, F., & Urvoy, Y. (1943). Politique. *Renaître*, 4.
- Peschanski, D. (1988). Vichy au singulier, Vichy au pluriel. Une tentative avortée d'encadrement de la société (1941-1942). *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 43(3), 639–661.
- Plouviez, M. (2013). Le projet durkheimien de réforme corporative : droit professionnel et protection des travailleurs. *Les Études Sociales*, 157–158(1), 57–103.
- Polin, R. (2012). La sociologie française pendant la guerre. *Anamnèse*, (7), 147–162.
- Sertillanges, R. P. (1941). La famille française. Le divorce. *Voix Françaises*, (7 février).
- Simon, N. (2012). Marcel Mauss, un sociologue dans la tourmente. *Anamnèse*, (7), 111–130.
- Spengler, Oswald (1959). Le déclin de l'Occident: esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle. Traduit par Mohand Tazerout. 2 vol. Paris: Gallimard.
- Stankiewicz, G. (2008). « Comment en finir avec une tradition dominante ? » : rupture et continuité dans la trajectoire de Jean Stoetzel. *Revue d'Histoire Des Sciences Humaines*, 18(1), 137–158.
- Steiner, P. (2005). *La sociologie de Durkheim*. Paris: La découverte.
- Steiner, P. (2013). Mauss, les groupements professionnels et “l'atmosphère de don.” *Les Études Sociales*, 157–158(1), 105–122.
- Cahiers de la fondation française pour l'étude des problèmes humains*. (1943). Paris: Press Universitaire de France.
- Sternhell, Z. (2012). *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Paris: Gallimard.
- Tort, P. (1994). A. Drouard, Une Inconnue des sciences sociales : la Fondation Alexis Carrel, 1941-1945. *L'Homme*, 34(131), 162–164.
- Tournès, L. (2006a). Le durkheimisme face à ses contradictions : l'enquête sur le chômage de l'institut scientifique de recherches économiques et sociales (1935-1937). *Revue française de Sociologie*, 47(3), 5378–5559.
- Tournès, L. (2006b). L'institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940). *Genèses*, 65(4), 49–70.
- Tournès, L. (2011). *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle*. (Classiques Garnier). Paris.
- von Bueltingsloewen, I. (2009). *L'hécatombe des fous : La famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation* (Flammarion). Paris.

- Weisz, G. (1979). L'idéologie républicaine et les sciences sociales. Les durkheimiens et la chaire d'histoire d'économie sociale à la Sorbonne. *Revue française de Sociologie*, 20(1), 83–112.
- Winock, M. (1996). « *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité 1930-1950*. Paris: Seuil.

**DOCUMENTS DE TRAVAIL GREDEG PARUS EN 2019**  
***GREDEG Working Papers Released in 2019***

- 2019-01** MURIEL DAL PONT LEGRAND & HARALD HAGEMANN  
*Impulses and Propagation Mechanisms in Equilibrium Business Cycles Theories: From Interwar Debates to DSGE “Consensus”*
- 2019-02** CLAIRE BALDIN & LUDOVIC RAGNI  
*Note sur quelques limites de la méthodologie de Pareto et ses interprétations*
- 2019-03** CLAIRE BALDIN & LUDOVIC RAGNI  
*La conception de l’homme dans la théorie de l’Echange Composite de François Perroux : entre homo economicus et homo religiosus*
- 2019-04** CHARLIE JOYEZ  
*Shared Ownership in the International Make or Buy Dilemma*
- 2019-05** CHARLIE JOYEZ  
*Alignment of Multinational Firms along Global Value Chains: A Network-based Perspective*
- 2019-06** RICHARD ARENA & LUDOVIC RAGNI  
*Nature humaine et choix rationnel : Pareto contre Walras ?*
- 2019-07** ALAIN RAYBAUT  
*A First French Episode in the Renewal of Nonlinear Theory of Economic Cycles (1978-1985)*
- 2019-08** ALAIN RAYBAUT  
*Bertrand Nogaro et l’économie de guerre : le Service de la main d’œuvre étrangère*
- 2019-09** NICOLAS BRISSET & DORIAN JULLIEN  
*Models as Speech Acts: A Restatement and a new Case Study*
- 2019-10** KOZO KIYOTA, TOSHIYUKI MATSUURA & LIONEL NESTA  
*On Export Premia*
- 2019-11** NICOLAS BRISSET & RAPHAËL FÈVRE  
*Peregrinations of an Economist: Perroux’s Grand Tour of Fascist Europe*
- 2019-12** MARCO BAUDINO  
*Urbanization and Development: A Spatial Framework of Rural-to-urban Migration*
- 2019-13** GIUSEPPE ATTANASI, KENE BOUN MY, NIKOLAOS GEORGANTZÍS & MIGUEL GINÉS  
*Strategic Ethics: Altruism without the Other-regarding Confound*
- 2019-14** THIERRY KIRAT & FRÉDÉRIC MARTY  
*How Law and Economics Was Marketed in a Hostile World: L’institutionnalisation du champ aux États-Unis de l’immédiat après-guerre aux années Reagan*
- 2019-15** AGNÈS FESTRÉ, ANKINÉE KIRAKOZIAN & MIRA TOUMI  
*La menace est plus forte que l’exécution, mais pas pour tous : sanction versus recommandation par un tiers dans une expérience de bien public*
- 2019-16** NICOLAS BRISSET, RAPHAËL FÈVRE & TOM JUILLE  
*Les années noires de la “Science de l’Homme” : François Perroux, la Fondation Carrel et l’appropriation de la sociologie*